Communiqué de presse du 16 mars 2009

Les ministres doivent abandonner définitivement leur réforme du recrutement et de la formation des enseignants !

Les ministres Péresse et Darcos proposent un étalement partiel de leur réforme de la formation des enseignants dont « le processus, lancé dès la session 2010 des concours, verra son aboutissement à l'occasion de la session des concours 2011. »

Pour la FNEC FP FO, l'annonce des ministres n'est ni un retrait, ni même un report de la réforme.

En effet, ils maintiennent la suppression de toute formation professionnelle initiale rémunérée dans le cadre du statut de la Fonction publique d'Etat et confirment l'éclatement du caractère national de la formation des enseignants dont le contenu est laissé à la discrétion de chaque université dans le cadre de son autonomie. Ils maintiennent l'obligation du master (bac plus cinq) comme condition de recrutement dans l'Education Nationale.

La mastérisation entraînerait la suppression de quelque 20 000 postes d'enseignants-stagiaires, de formateurs et d'agents administratifs.

Selon le communiqué des ministres « les conditions définitives de la mastérisation des enseignants feront l'objet d'une discussion avec les organisations représentatives et les acteurs concernés », la FNEC FP FO participera à cette discussion sur la base des mandats qui sont les siens pour exiger des ministres qu'ils répondent aux revendications des personnels.

La FNEC FP FO constate qu'à l'occasion de ces annonces concernant la réforme de la formation, les ministres entendent initier une autre réforme beaucoup plus vaste.

Sous prétexte de « mieux accompagner dès la rentrée 2010 les jeunes enseignants lors de leur entrée dans le métier et de revaloriser substantiellement leurs salaires », il s'agit en réalité d'engager un processus visant à exclure les enseignants de la grille indiciaire de la fonction publique.

Il s'agit en fait de remplacer la rémunération actuelle de fonctionnaire stagiaire à laquelle peuvent prétendre les étudiants reçus au concours par des substituts aléatoires (bourses, indemnités...) qui ne permettront pas à de nombreux jeunes aux ressources insuffisantes de devenir enseignants.

En dépit de l'opposition générale, ce qui se profile avec cette réforme, c'est la mise en place d'une « 4^e fonction publique enseignante » sortant les professeurs du cadre du statut général de la Fonction publique.

La FNEC FP FO, qui a rencontré Valérie Péresse et doit être reçue par Xavier Darcos, continuera à exiger :

- Abandon définitif du projet de réforme de la formation des enseignants, abandon de la mastérisation, rétablissement de tous les postes supprimés au concours 2009
- Maintien de tous les sites IUFM, avec tous les postes, pour toutes les catégories ;
- Augmentation du point d'indice permettant d'engager le rattrapage des plus de 20% de perte de pouvoir d'achat et attribution immédiate et urgente de 200 € pour tous.